

Les métamorphoses de la sidérurgie

Michel Capron

Chercheur retraité de la Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale
(FOPES - Université de Louvain)



En l'espace d'un demi-siècle, entre les années 1960 et 2010, le constat d'une véritable métamorphose du paysage sidérurgique en Wallonie s'impose¹. Dans les années 1960, au moment même où la production sidérurgique apparaissait comme un symbole de la puissance industrielle d'un Etat ou d'une région, la Wallonie comptait un nombre important d'entreprises sidérurgiques². Celles-ci produisaient, au début des années 1970, une majorité de produits plats (55%), essentiellement dans le bassin liégeois et une forte minorité de produits longs (40%), surtout dans le bassin de Charleroi. Si les produits étaient de qualité, leur aval était peu diversifié (Phenix Works produisait des aciers revêtus et Jemappes des produits galvanisés) et le taux de production d'aciers inoxydables et spéciaux était faible. Les entreprises étaient contrôlées par des holdings belges, au siège social à Bruxelles (la Société Générale de Belgique, le groupe Bruxelles-Lambert) ou par un actionariat familial (Forges de Clabecq, Usine G. Boël, Ets. Henricot et Jadot, Laminoirs de Jemappes). L'objectif premier était la qualité du produit, même si celui-ci n'était pas particulièrement élaboré, la commercialisation venant en second lieu, dans une logique d'industriels et d'ingénieurs.

L'innovation technologique était cependant faible, les premières coulées continues ne faisant leur apparition qu'au début des années 1970. Enfin, l'industrie sidérurgique était une grande pourvoyeuse d'emplois : en 1972, elle comptait 49.842 ouvriers et 9.738 employés et cadres dont la grande majorité en Wallonie³. Les conditions de travail étaient pénibles (chaleur, bruit, poussière, odeurs) et risquées (de nombreux accidents dus à des brûlures, chutes ou asphyxies). Toutefois, l'ouvrier sidérurgiste, du premier lamineur au simple manoeuvre, était fier d'un métier qui, dans le monde ouvrier, lui valait une considération sociale certaine.

La situation au cours de la première décennie du 21^{ème} siècle révèle à tous égards une métamorphose du secteur en Wallonie. Au fil des crises successives, des fusions, des restructurations et fermetures, il ne subsiste en Wallonie, en 2011, qu'un nombre restreint d'entreprises d'une certaine importance, devenues toutes des filiales de groupes multinationaux étrangers. Les usines du bassin liégeois sont contrôlées par ArcelorMittal, tout comme Industeel (la Fafer) et

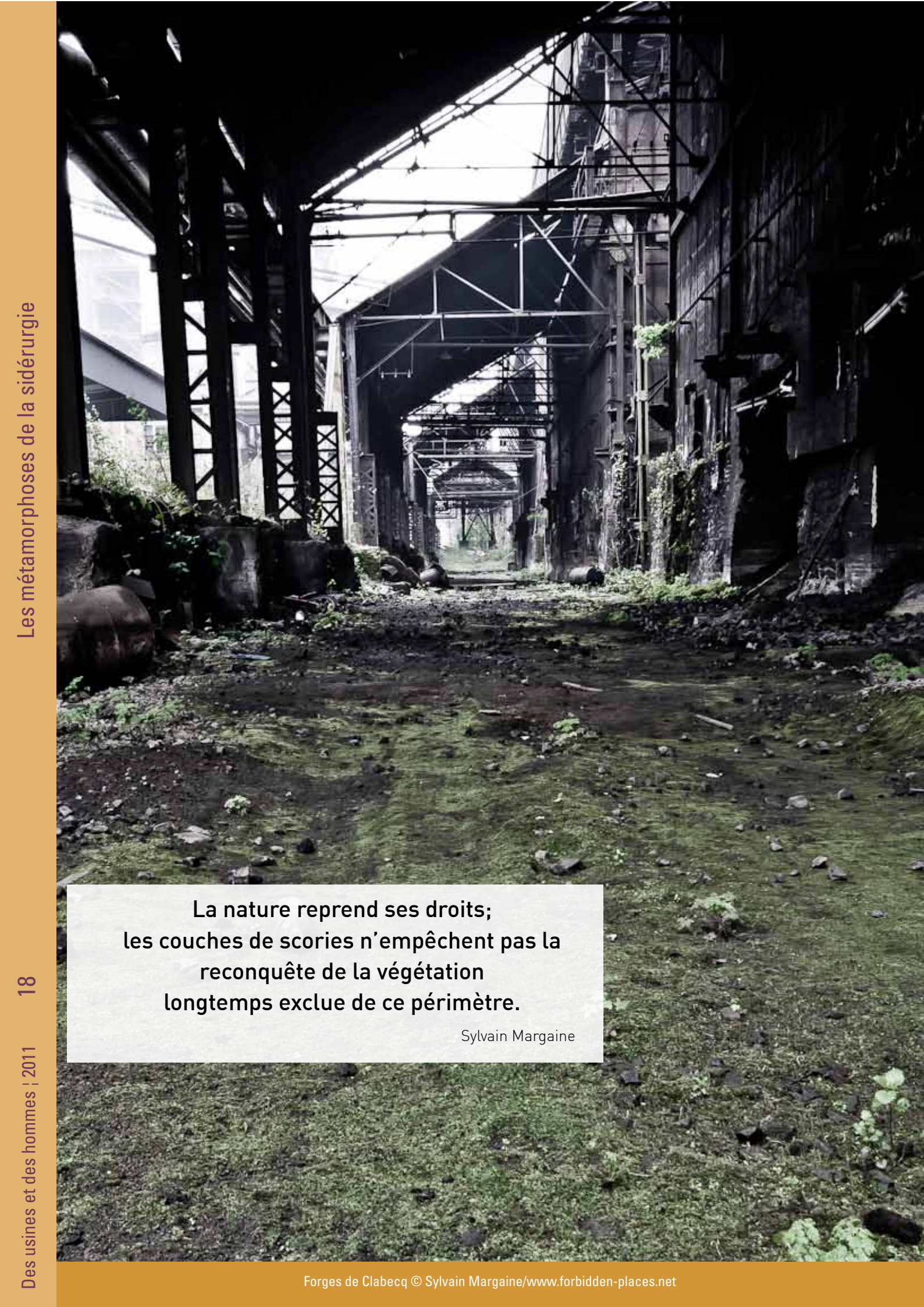
Carinox (l'extension de Carlam⁴ pour le laminage de l'innox) à Charleroi, la joint-venture SIF (Steel Invest and Finance) entre le groupe italo-suisse Duferco et le russe Novolipetsk Steel (NLMK) contrôle les usines de Carsid (à Marcinelle), Duferco La Louvière, Duferco Clabecq et les centres de service acier de Jemappes et Manage⁵, les groupes italiens Riva et Beltrame contrôlent, le premier Thy-Marcinelle et le second les Laminoirs du Ruau. Les types de produits finis et les processus de production ont évolué. D'une part, seuls Duferco La Louvière (en partie), Thy-Marcinelle et les Laminoirs du Ruau produisent des quantités relativement faibles de produits longs (du fil machine et des ronds à béton). Les usines liégeoises produisent des produits plats, sous forme de bobines ou de tôles fines, laminés à chaud et à froid puis revêtus (par électro-zingage, peinture ou prélaquage notamment), Industeel et Clabecq produisent des tôles fortes /ou des aciers spéciaux et Carinox (devenu Aperam⁶) des produits plats inoxydables. D'autre part, la valeur ajoutée des produits finis s'est considérablement accrue : tôles fines pour le secteur automobile, tôles revêtues sophistiquées à haute résistance et grande flexibilité, essais de revêtement des produits sous vide (le projet Arceo à Liège).

Par ailleurs, le processus de production lui-même est devenu plus compact depuis la généralisation de coulées continues performantes, de hauts-fourneaux et de laminoirs de plus grande capacité, d'une informatisation et d'une automatisation généralisées des processus. Enfin, le coût social de cette métamorphose a été énorme : il ne reste plus guère que quelque 9.000 sidérurgistes en Wallonie et, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir si ce nombre pourra être maintenu. En outre, le métier lui-même a évolué : ce sont des compétences techniques pointues qui sont exigées des opérateurs, le métier est devenu un emploi et la considération sociale dont jouissait le sidérurgiste s'est évaporée dans un monde ouvrier lui-même en perte d'identité.

Fusions et luttes de pouvoir dans les années 1970

Dès le début des années 1970, les principaux groupes financiers se lancent dans différentes opérations de fusion et de contrôle de plusieurs entreprises sidérurgiques. Ainsi, après avoir absorbé Ougrée-Marihaye et Ferblatil en 1955, Cockerill, devenu

Dans cet article, nous nous proposons de parcourir succinctement les principales étapes constitutives de cette métamorphose, depuis les luttes de pouvoir entre groupes financiers au début des années 1970 jusqu'à la situation actuelle, en passant par les différentes modalités de l'intervention des pouvoirs publics, les rationalisations successives et la multinationalisation du secteur. Il est évidemment impossible en quelques pages de présenter le détail des mutations qui se sont opérées. Les lecteurs intéressés trouveront en note des références leur fournissant des indications plus détaillées sur les différents thèmes abordés.



**La nature reprend ses droits;
les couches de scories n'empêchent pas la
reconquête de la végétation
longtemps exclue de ce périmètre.**

Sylvain Margaine

Cockerill-Ougrée-Providence après l'absorption des Forges de La Providence en 1966, prend le contrôle d'Espérance-Longdoz puis de Phenix Works en 1970. L'entreprise prend le nom de Cockerill, sous le contrôle de la Société Générale de Belgique. A Charleroi, Albert Frère, propriétaire des Ets. Frère-Bourgeois, s'allie au groupe Cobepa pour créer en 1973 le Triangle de Charleroi (regroupant Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle-Monceau et les Laminoirs du Ruau) sous le contrôle de la Financière du Ruau où les deux groupes se partagent le pouvoir. Les Forges de Clabecq sont l'enjeu d'une lutte puis d'un partage de pouvoir entre les groupes Frère-Cobepa d'une part et Boël-Bruxelles Lambert d'autre part. En mars 1973, la Métallurgique et Minière de Rodange-Athus (MMRA) résulte de l'absorption de la division Athus de Cockerill par la Métallurgique et Minière de Rodange, avec un contrôle paritaire exercé par Bruxelles Lambert et Cockerill.

Au début de 1974, la sidérurgie en Wallonie comprendra pour l'essentiel une triple constellation. D'une part, la Société Générale de Belgique réunit en Cockerill l'ensemble de la sidérurgie liégeoise, avec deux lignes à chaud (Seraing et Chertal) et la sidérurgie à froid (Phenix Works, Ferblatit, Tolmatil). A Charleroi, l'association Frère-Cobepa contrôle le Triangle, tandis que La Providence est intégrée dans Cockerill. Restent ceux que l'on appellera par la suite les « indépendants » (parce qu'ils refuseront l'intervention des pouvoirs publics), à savoir le groupe Boël qui contrôle les Usines G. Boël et la Fafer et les Forges de Clabecq. La crise qui frappera la sidérurgie en Wallonie dès la fin de 1974⁷ va renforcer une intervention des pouvoirs publics nationaux déjà actifs dans le secteur, notamment via une instance de concertation, le CCPS.

L'intervention des pouvoirs publics

La première Conférence Nationale de la Sidérurgie décide, le 21 novembre 1966, de créer un organe tripartite (gouvernement, groupement des hauts-fourneaux, organisations syndicales) de concertation, le Comité de Concertation de la Politique Sidérurgique (CCPS)⁸ en réponse aux demandes patronales d'aides publiques pour alléger le poids des investissements ainsi qu'aux requêtes syndicales face aux risques de surcapacités et de fermetures d'outils. Cet organe aurait dû pouvoir assurer la restructuration de la sidérurgie belge à partir d'un plan global d'investissements, ainsi que le reclassement du personnel excédentaire et une éventuelle reconversion régionale. Dans les faits, si le CCPS a pu intervenir dans certaines des opérations précitées, il n'a pas réussi à s'imposer face aux holdings et disparaîtra en 1975. Les holdings ne parvenant plus à maîtriser l'endettement croissant des entreprises sidérurgiques, la Conférence nationale de la sidérurgie du 5 mars 1977 charge le bureau McKinsey d'un audit du secteur. Les accords d'Hanzinelle (mars 1978), conclus en dehors des organisations syndicales entre gouvernement et holdings, redessinent le paysage sidérurgique belge autour de trois pôles : Arbed-Sidmar-Triangle de Charleroi, Cockerill et les « indépendants ». En avril 1978 le rapport McKinsey propose des réductions

de capacités de production par la fermeture d'outils obsolètes, le recentrage de la production sur les outils les plus performants et 645 millions € d'investissements d'accroissement de productivité. Le gouvernement prend à son compte les recommandations de McKinsey et élabore le Plan Claes, promulgué le 23 novembre 1978, qui instaure en son volet industriel un Comité National de Planification et de Contrôle (CNPC) de la sidérurgie chargé de décider de l'opportunité de la mise en œuvre des investissements proposés. Son volet financier inaugure une association entre les pouvoirs publics et les actionnaires privés stables (APS), c.à.d. les holdings. L'Etat prend des participations dans Cockerill et le Triangle, mais les groupes privés gardent le contrôle de la gestion des entreprises. Vu la persistance de la mauvaise conjoncture, l'Etat doit combler les déficits qui s'accumulent, tandis que la Commission Européenne imposera des restrictions de production puis, progressivement, un contrôle plus strict sur les aides publiques au secteur.

Le second Plan Claes (mai 1981) reconstitue les fonds propres de la nouvelle entreprise issue de la fusion entre Cockerill et Hainaut-Sambre (qui coiffe le Triangle de Charleroi qui s'est adjoint La Providence rachetée à Cockerill en 1979) et dénommée Cockerill Sambre (CS), née officiellement le 26 juin 1981⁹, dont les pouvoirs publics détiennent 81,44% du capital et dont les Ets. Frère-Bourgeois Commerciale assurent la commercialisation des produits. Les interventions financières des pouvoirs publics ne suffisent toutefois pas à rétablir la rentabilité de CS, malgré le plan de restructuration de M. Vandestruck (1982), si bien que le gouvernement se résout à confier au français Jean Gandois la mission de proposer des solutions pour assurer l'avenir industriel et financier de CS¹⁰. Le schéma industriel et le montage financier élaborés par ce dernier sont avalisés par le gouvernement Martens V le 26 juillet 1983. Entre 1985 et 1987, le Plan Lévy ne parvient toutefois pas, malgré une restructuration sévère¹¹, à rapprocher CS de l'équilibre. C'est pourquoi J. Gandois est nommé président de CS le 16 janvier 1987 pour superviser la stratégie de CS et défendre ses intérêts au niveau international, tandis que Ph. Delaunois est chargé de la gestion quotidienne.

En deux années et en bénéficiant d'une conjoncture favorable, J. Gandois parvient à réorganiser CS et à inaugurer le retour aux bénéfices. Au plan industriel, il restructure la production sur deux lignes de production à chaud de produits plats (Chertal et Carlam) et développe le revêtement en aval dans la sidérurgie à froid (Phenix Works, Tolmatil, Ferblatit, Jemeppe). Parallèlement il organise l'abandon progressif de la production des produits longs¹² et finalise par un accord social de juin 1987 les réductions d'emplois prévues¹³. Le rétablissement de CS n'a toutefois pu se réaliser qu'au prix d'un financement public considérable d'au moins 2,5 milliards €. Vu les tensions communautaires qu'il a suscitées, il a fallu assurer un « traitement équivalent » en faveur de la sidérurgie en Flandre et des sidérurgistes indépendants¹⁴. Auparavant cependant, le gouvernement national avait inauguré en 1980 une politique d'appui aux « secteurs nationaux »¹⁵ (dont la sidérurgie) pour en assurer le financement et la couverture des charges

du passé. Cette politique des secteurs nationaux sera entièrement régionalisée en 1990 et la gestion des participations publiques dans la sidérurgie wallonne (y compris au niveau des Investis) sera transférée en 1991 à la Société Wallonne pour la Sidérurgie (SWS), filiale spécialisée de la Société Régionale d'Investissement de Wallonie (SRIW). Les pouvoirs publics régionaux n'interviennent pas dans la gestion de CS, laissée aux mains du duo Gandois-Delaunois. Toutefois, en 1990, ils bloquent le projet de fusion CS-Arbed porté par J. Gandois. Celui-ci s'est alors appliqué à réorganiser la production et à moderniser les outils, notamment en vue d'accroître les capacités de production en produits revêtus pour le secteur automobile.

Après l'échec de tentatives de diversification (dans l'équipement automobile, l'informatique et la gestion de l'environnement), J. Gandois s'est attaché à développer les capacités de production de CS par la reprise et la modernisation du sidérurgiste est-allemand Eko Stahl en 1995 et en se recentrant sur les métiers de base de CS en sidérurgie intégrée. Ainsi, deux plans triennaux d'investissement ont permis notamment d'accroître les lignes de revêtement, de créer Eurogal (galvanisation) et CS Tailored Blanks (découpe et soudure de flans pour l'automobile) et d'accroître les capacités de la coulée continue de Chertal à Liège; à Charleroi il y a eu une nouvelle coulée continue et le démarrage de l'aciérie électrique à Marcinelle et le renforcement des capacités de Carlam (laminage d'inox). Par ailleurs, CS dispose d'un réseau de distribution performant. La Région wallonne détient, en 1997, 78,77% du capital de CS qui accroît ainsi ses performances et sa productivité, ce qui implique cependant une réduction régulière de l'emploi¹⁶.

Par ailleurs, les pouvoirs publics sont entrés dès 1985 dans le capital des Forges de Clabecq dont les erreurs de gestion de la direction et un endettement excessif mènent, après une première alerte en 1992, à la prise de contrôle début 1996 par la SWS qui, malgré une recapitalisation en juin, est contrainte de déposer le bilan fin 1996. La faillite est cependant évitée par une procédure de « faillite-relance » début 1997, une situation qui a donné lieu à un conflit social majeur¹⁷. Par contre, le groupe Boël a toujours refusé l'intervention des pouvoirs publics mais, si la Fafer se développe dans des produits spécifiques (tôles fortes, inox et aciers spéciaux), les Usines G. Boël entrent dans un marasme industriel, financier et social dès 1992, connaissent un endettement croissant et appliquent des plans de restructuration induisant quelque 1.000 pertes d'emplois entre 1992 et 1994, qui ne suffiront cependant pas à rétablir la rentabilité de l'entreprise. Une table Ronde sur l'acier wallon en février 1996 ne parvient pas à réaliser le regroupement des entreprises wallonnes, le groupe Boël refusant toute prise de contrôle publique et donc toute synergie avec CS et les Forges de Clabecq.

Dès lors, tout en détenant le contrôle de la majorité de la sidérurgie wallonne, les pouvoirs publics régionaux échouent à en assurer seuls le développement industriel et financier, étant donné à la fois leurs propres limites financières et les contraintes de la Commission européenne. Dès 1997, les principales entreprises sidérurgiques en Wallonie vont progressivement passer

sous le contrôle de groupes étrangers et les pouvoirs publics régionaux verront leur influence décliner très sensiblement.

La dépendance par rapport aux groupes étrangers

A partir de 1997 les principales entreprises sidérurgiques wallonnes passeront progressivement sous pavillon étranger, ce qui les sortira de situations économiques et financières catastrophiques (Forges de Clabecq et Usines G. Boël) ou sera justifié par une alliance destinée à accroître les capacités de production au niveau européen (Cockerill Sambre). Nous évoquerons ici les différentes reprises dans leur ordre chronologique¹⁸.

Le 28 février 1997 est signée la convention de partenariat entre les Usines G. Boël (UGB) et le sidérurgiste néerlandais Hoogovens qui contrôlent à parité UGB et la Fabrique de Fer de Maubeuge. La restructuration d'UGB (devenu H-UGB) s'opère via divers financements. Hoogovens prend la direction de la gestion et amorce un programme d'investissements de 62,5 millions € pour améliorer la qualité des produits plats laminés à chaud et à froid et le fonctionnement du four électrique (dédié à la production de fil machine), réorganise H-UGB en fonction de critères de rentabilité, de flexibilité et de polyvalence. Cette nouvelle culture d'entreprise est mal accueillie par les travailleurs, d'où de multiples conflits sociaux. Par ailleurs, en octobre 1997, le groupe français Usinor rachète à H-UGB la Fafer à Charleroi. Les Forges de Clabecq seront reprises le 25 novembre 1997 par le trader italo-suisse Duferco, devenu producteur d'acier par des rachats successifs d'entreprises en difficulté, et deviennent Duferco Clabecq, où la SWS conserve une participation minoritaire. Le groupe Duferco investit 44,6 millions € pour l'aciérie et le laminoir et réorganise le système de production.

Quant à CS, J. Gandois voit son avenir à moyen terme dans une alliance avec un des leaders au niveau européen. C'est ainsi qu'après de longues tractations est signée le 1er décembre 1998 une convention de partenariat entre le groupe français Usinor et la SWS¹⁹, actionnaire majoritaire de CS. Usinor reprend 53,77% du capital de CS²⁰ pour 644,5 millions € et développe pour CS un plan stratégique. Celui-ci porte sur 268 millions € d'investissements destinés à renforcer la ligne à chaud (une nouvelle coulée continue pour Chertal) et les laminoirs à froid à Liège et les capacités de Carlam et à installer un nouveau four à la Fafer (Usinor Industeel) à Charleroi. Ces investissements ont été confirmés en mai 2000, mais on pressent déjà un double mouvement. D'une part, Usinor veut entrer dans une alliance plus vaste pour s'assurer la première place mondiale; d'autre part, plusieurs signes indiquent sa volonté de se dégager de la phase à chaud à Charleroi pour ne garder que Carlam et Industeel.

Pendant ce temps, le destin de H-UGB se joue à La Louvière : fin 1998 sa situation se dégrade au point que la direction se voit obligée de déposer une requête en concordat acceptée par le tribunal de commerce de Mons qui lui accorde un sursis jusque mars 1999.

Finalement, la reprise de H-UGB est réalisée par Duferco qui, avec le soutien de la SWS, dépose un plan de reprise et de redressement finalisé le 10 juin 1999. En août 2000 Duferco présente un plan d'investissement et de financement de 388,8 millions € pour Duferco La Louvière après s'être adjoint deux centres de service acier à Jemappes et Manage.

Le projet de fusion entre les groupes Usinor, Arbed et Aceralia (Espagne) est rendu public, sous le nom de Newco, le 19 février 2001. Le nouveau groupe dénommé ensuite Arcelor est coté en Bourse le 18 février 2002 et devient le premier groupe mondial avec une production de 45 millions de tonnes d'acier²¹. Cette fusion induit un certain nombre de conséquences pour les activités et le personnel de CS. Le premier effet concerne la phase à chaud de CS à Marcinelle qui est jugée excédentaire. Sa reprise par Duferco en octobre 2001 assure cependant sa survie. Elle devient Carsid S.A. qui comprend outre la filière intégrée classique également la filière électrique. La première fournit des brames à Duferco Clabecq²², la seconde des brames à CS et le surplus éventuel à Clabecq ou La Louvière. Le « système » Duferco est complété par le rachat à Arcelor en décembre 2002 de deux unités françaises de revêtement. Par après, Carsid alimentera en brames les laminoirs de Clabecq et la Louvière (suite à un accord avec Arcelor) dont le laminoir à froid produira des tôles, revêtues dans les filiales françaises.

A partir de la création d'Arcelor qui entend jouer un rôle au plan mondial, y compris face aux sidérurgies émergentes (Chine, Brésil, Inde, Mexique notamment), CS perd en importance au sein du nouveau groupe, d'autant que la Sogepa voit sa participation se diluer²³. En outre, en 2002, si Arcelor occupe 7.700 travailleurs chez CS S.A. et ses filiales à Liège et 1.700 à Charleroi, le Plan Delta prévoit, à Liège, une perte progressive de 2.600 emplois car, comparé aux sites maritimes (Sidmar, Dunkerque, Fos/Mer, Avilès) CS est un des 4 sites continentaux (avec Florange, Brême et Eko Stahl) aux coûts de production trop élevés, avec une productivité et une rentabilité trop faibles. Arcelor décide donc de geler les investissements dans les phases à chaud de ces sites. Etant donné les

surcapacités en produits plats, la direction décide, début 2003, de fermer la majorité des phases à chaud des sites continenaux et prévoit la fermeture des haut fourneau B (Ougrée) et haut fourneau 6 (Seraing) ainsi que de Chertal à l'horizon 2005-2006, malgré une vive opposition des organisations syndicales²⁴, appuyées par le gouvernement wallon. Si Arcelor consent à négocier un plan social, confirme son soutien à la sidérurgie à froid à Liège et annonce la création à Charleroi d'une aciérie électrique et d'une coulée continue (le projet Carinox) pour l'inox en amont de Carlam, il maintient sa décision tout en l'étalant entre 2005 et 2009²⁵. Par ailleurs, il se voit contraint de garder sa division aciers spéciaux (dont Fafer-Industeel) faute d'accord avec un repreneur potentiel, l'allemand Dillinger Hütte.

Malgré ses opérations de restructuration, d'investissements de rationalisation et de politiques d'expansion, le groupe Arcelor n'échappera pas à une attaque de la part du groupe indien Mittal Steel²⁶ qui, à l'issue d'une OPA homérique²⁷, prendra officiellement le contrôle d'Arcelor fin juillet 2006 pour constituer le premier groupe mondial ArcelorMittal.

Au sein de ce groupe, CS est devenu un simple pion utilisé ou mis partiellement au frigo au gré des politiques d'ArcelorMittal (AM) qui vise l'hégémonie en aciers plats carbone et revêtus et en produits longs, sans négliger un pôle inox important.

AM recherche les meilleures performances et une rentabilité élevée et consolide son pouvoir par le rachat de mines de charbon et de fer et par un ensemble d'acquisitions. Dès lors, si la sidérurgie à froid l'intéresse à Liège, la phase à chaud sera sujette à maintes vicissitudes et d'autant plus démunie que la Sogepa ne dispose plus que d'une participation minime au sein du groupe dirigé par Lakshmi Mittal. En 2007-2008, AM profite à fond d'une conjoncture favorable et a donc besoin de toutes ses capacités, d'où la remise en activité du haut fourneau 6 de Seraing.



La récession de fin 2008 frappe cependant durement la sidérurgie liégeoise où toute la phase à chaud est mise à l'arrêt, de même que, pour six mois, trois lignes d'électrozingage et de prélaquage : le chômage économique touche l'ensemble du bassin, déjà éprouvé par des pertes d'emplois successives au cours des années précédentes²⁸.

Comme une certaine reprise se dessine sur le marché de l'acier, AM redémarre en partie le laminoir de Chertal fin novembre 2009, puis remet en activité le haut fourneau B le 12 avril 2010, puis l'ensemble de Chertal, reprenant ainsi quelques centaines de travailleurs ayant migré vers la sidérurgie à froid et procédant à des embauches à durée déterminée moyennant davantage de flexibilité et des efforts pour réaliser 250 millions € d'économies annuelles. Pour sa part, AM investira 110 millions € dans la phase à chaud sans que l'on connaisse la durée de vie du haut fourneau B et étant entendu que le haut fourneau 6 reste à l'arrêt.

Les outils de Charleroi ont également connu des périodes de chômage économique, puis ont fonctionné à 70% de leurs capacités. La Décaperie en aval de Carlam, mise à l'arrêt en janvier 2009 semble cependant vouée à la fermeture en 2010. Par ailleurs, AM a décidé le 25 janvier 2011 de se séparer de la branche inox et aciers spéciaux qui, sous le nom d'Aperam, est depuis lors cotée en bourse, tout en étant contrôlée à 40,8% par la famille Mittal. Cela concerne les quelque 700 travailleurs de l'ex-Carinox.

Les différents sites de Duferco n'ont pas été épargnés par les problèmes. Pour des raisons de financement de ses investissements, Duferco a conclu en décembre 2006 une alliance avec le sidérurgiste russe Novolipetsk Steel (NLMK), avec un contrôle à parité du holding luxembourgeois Steel Invest and Finance (SIF) qui coiffe les sites wallons. En janvier 2008, SIF a décidé de fermer la cokerie de Marchienne vu sa vétusté et une pollution excessive. Dès ce moment, Carsid est alimenté par du coke de NLMK, d'assez piètre qualité. La récession a provoqué la mise à l'arrêt de Carsid le 11 novembre 2008, qui se prolonge toujours à l'heure actuelle. NLMK approvisionne en brames les laminoirs de Clabecq et La Louvière qui ont également connu des périodes de chômage économique.

Un avenir incertain

Les métamorphoses de la sidérurgie en Wallonie ont pu se lire au fil des mutations qui l'ont affectée depuis un demi-siècle. Nombre d'entreprises ont disparu ou ont été absorbées par de plus grandes qui elles-mêmes sont devenues des filiales de groupes étrangers, mondialisation oblige²⁹. Le nombre d'emplois a été divisé par cinq, le métier et les conditions de travail sont soumis aux impératifs de productivité, rentabilité, flexibilité et polyvalence. Les produits, à haute valeur ajoutée, sont nettement plus sophistiqués mais production et vente dépendent de l'évolution conjoncturelle de secteurs comme la construction, l'automobile, l'électroménager et l'emballage, sans compter la vive concurrence des pays émergents. Des groupes multinationaux privés se

sont substitués aux pouvoirs publics, le gouvernement wallon n'a d'influence que chez Duferco au gré des prêts qu'il lui accorde.

La situation actuelle n'augure guère d'un avenir radieux. Il est, au contraire, truffé d'incertitudes, à des degrés divers selon les entreprises. Chez AM Liège, si l'avenir de la phase à chaud n'est pas garanti à terme, la sidérurgie à froid pourrait envisager l'avenir un peu plus sereinement. A Charleroi, Industeel peut se maintenir et Aperam dispose de possibilités au niveau de l'inox. La situation du groupe Duferco est plus problématique. En effet, en vertu de l'accord de décembre 2006, NLMK peut, depuis fin 2010, reprendre l'ensemble des usines. Ce que NLMK vient de négocier récemment via la reprise de l'ensemble du capital de SIF. Or NLMK n'est intéressé que par des filières d'écoulement de ses brames, à savoir les laminoirs de produits plats de Clabecq et La Louvière et par l'aval de cette dernière. Duferco va assurer seul un avenir au four électrique et à la filière de produits longs de La Louvière, en investissant dans leur modernisation voire leur extension. Carsid reste le gros point noir : NLMK ne veut plus assumer ses déficits, ses coûts de production étant trop élevés et, faute de cokerie, on voit mal Carsid subsister seul. Il serait question d'une réhabilitation partielle de la cokerie qui mettrait cependant quelque 20 mois pour devenir opérationnelle. Entretemps, Duferco, qui reste le seul opérateur industriel de Carsid pour le moment, cherche un repreneur pour Carsid d'ici fin 2012, mais vu l'état encore incertain du marché, ce ne sera pas une tâche aisée. En l'absence de repreneur, il faudrait reconverter le site de Carsid via Duferco Diversification dans des activités périphériques à la sidérurgie, encore peu définies, et financer un plan social pour les quelque 1.000 sidérurgistes de Carsid...

Cela étant, l'industrie sidérurgique demeure indéniablement un des éléments majeurs du patrimoine industriel wallon. Durant des siècles elle a forgé la culture industrielle de la région, à l'instar des industries minière, verrière et textile. Le patrimoine immobilier en a gardé peu de traces, puisque la grande majorité des sites a été rasée et leur terrain reconverti pour d'autres activités. Il reste quelques exceptions comme le hall des Ets. Henricot à Court Saint Etienne ou l'espace du train 600 à Marchienne reconvertis en lieux d'activités culturelles. Plusieurs musées ont cependant gardé des traces de cette industrie, qu'il s'agisse d'outils ou d'anciens laminoirs à tôles. C'est notamment le cas de la Maison de la Métallurgie et de l'Industrie à Liège et du Musée de l'Industrie au Bois du Cazier à Marcinelle.

Les photos d'époque permettent également de maintenir vivace le souvenir de la sidérurgie³⁰. Des documents d'époque se trouvent notamment dans les archives de la Fondation Jacquemotte ou au Carhop.

Il reste que le patrimoine immatériel, les souvenirs et témoignages d'anciens sidérurgistes ou de responsables syndicaux de la sidérurgie devraient inspirer les historiens soucieux de restituer cette part importante de notre patrimoine industriel.

Il serait évidemment plus souhaitable encore que l'un ou l'autre site sidérurgique puisse être conservé tel quel, comme témoin d'une époque qui a vu travailler des milliers de sidérurgistes aux hauts fourneaux, aux aciéries ou aux laminoirs, comme on a pu le réaliser pour l'industrie minière. La sidérurgie a constitué un des axes majeurs de l'activité industrielle en Wallonie. Même si à l'heure



actuelle son avenir est peuplé d'incertitudes, le savoir-faire de ses travailleurs, ingénieurs et chercheurs peut encore être source d'innovations créatrices de produits nouveaux dans le respect de l'environnement. Pour peu que les groupes qui gouvernent les entreprises sidérurgiques en Wallonie se montrent en mesure d'apprécier ces recherches à leur juste valeur

Références

- 1 Pour la période 1960-2000, cf. M. CAPRON, « Les mutations de la grande industrie en Wallonie : le cas de la sidérurgie », in B. FUSULIER (éd.), *L'ouvrier, l'usine et le syndicalisme wallons. Involutions et enjeux (1960-2000)*, Louvain-la-Neuve, Académia-Bruylant, 1999, p. 67-116. C'est au cours de cette période que se sont opérées les principales métamorphoses de la sidérurgie en Wallonie, même si la multinationalisation s'est accentuée par après.
- 2 Citons notamment Cockerill, Espérance-Longdoz, Ferblatil, Phenix Works et les Usines à Tubes de la Meuse dans le bassin liégeois ; les Tôleries Delloye-Mathieu (Marchin) ; Hainaut-Sambre, Thy-Marcinelle-Monceau, les Forges de La Providence, la Fafer, les laminoirs du Ruau et les laminoirs St-Eloi dans le bassin de Charleroi ; les Usines Gustave Boël à La Louvière, les Forges de Clabecq, les laminoirs de Longtain, les Forges et Laminoirs de Jemappes, les Ets. Jadot frères (Beloil), les Usines E. Henricot (Court-St-Etienne) et la MMRA (Athus). De nombreuses entreprises seront soit fermées (par exemple Athus dès 1977), soit intégrées par voie de fusions au cours des années 1980-1990.
- 3 En Flandre, le complexe de sidérurgie maritime de Sidmar à Zelzate devint opérationnel en 1966 et Allegheny-Longdoz à Genk produisait de l'inox depuis 1964, le tout occupant quelque 5.000 travailleurs.
- 4 Le laminoir à larges bandes à chaud de Carlam à Chatelineau a été implanté en 1975 par A. Frère dans le Triangle de Charleroi.
- 5 Très récemment, NLMK a décidé de reprendre l'ensemble du capital de SIF mais se limite, au niveau industriel, à reprendre l'activité produits plats de La Louvière, le laminoir de Duferco Clabecq, les centres de service acier de Jemappes et manage et les sites français de Beautor et Strasbourg qui produisent des tôles revêtues pour l'automobile. Pour sa part, Duferco reprend les activités produits longs de La Louvière et Trebos, ainsi que le four électrique de la Louvière. En outre, Duferco garde le contrôle de Carsid qui n'intéresse plus NLMK.
- 6 Le groupe ArcelorMittal a récemment filialisé cette usine, tout comme l'ensemble de son secteur inox dont la rentabilité restait insatisfaisante aux yeux du groupe.
- 7 Sur la crise et les restructurations de la sidérurgie entre 1975 et 1983, cf. M. CAPRON, « The State, the Regions and Industrial Redevelopment : The Challenge of the Belgian Steel », in Y. MENY and V. WRIGHT (Eds), *The Politics of Steel : Western Europe and the Steel Industry in the Crisis Years (1974 - 1984)*, Berlin-New York, W. De Gruyter, 1987, p. 692-790.
- 8 Sur la création et le fonctionnement du CCPS sous la présidence d'A. Oleffe, cf. P. TILLY, « André Oleffe », Bruxelles, Le Cri Edition, 2009, p. 366-417.
- 9 Pour une analyse détaillée de la création et de l'évolution de Cockerill Sambre cf. M. CAPRON, « Cockerill Sambre, de la fusion à la « privatisation » 1981-1989 », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1253-1254, 1989 et M. CAPRON, « Cockerill Sambre (1989-1997). Le développement d'une sidérurgie intégrée », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1719-1720, 2001. Les conséquences économiques, sociales et politiques de la crise dans le bassin sidérurgique liégeois au cours des années 1980 sont analysées par B. FRANCOIS et D. LAPEYRONNIE, « Les deux morts de la Wallonie sidérurgique », Louvain-la-Neuve, Eds. Ciaco, 1990.
- 10 Cf. J. GANDOIS, « Mission acier. Mon aventure belge », Paris-Gembloux, Duculot, 1986.
- 11 En 1984 déjà étaient intervenues plusieurs fermetures : le train à fil de Valfil à Seraing (qui n'a jamais fonctionné), le train 900 à Marchienne et les aciéries de Seraing et de Montignies-sur-Sambre.
- 12 En 1989, le train de laminoirs à chaud 300 de Marcinelle est cédé au groupe italien Riva et prend le nom de Thy-Marcinelle qui fonctionnera avec une aciérie électrique. Des synergies avec l'Arbed assurent pour quelque temps la survie du train 600 à Marchienne qui lamine des produits longs pour le compte d'Arbed. Par ailleurs, les Laminoirs du Ruau seront cédés pour passer sous le contrôle du groupe italien Beltrame.
- 13 Une même production de 4,6 millions de tonnes est assurée par CS en 1982 par 24.437 ouvriers et en 1988 par 13.635 ouvriers. Malgré de multiples combats syndicaux, ces pertes d'emplois significatives n'ont pu être évitées. Prépensions et primes de départ volontaire ont constitué l'essentiel des plans sociaux adoptés dans les différents départements de CS. Les pertes d'emplois ont d'ailleurs affecté toutes les entreprises sidérurgiques, essentiellement en Wallonie et la création des Investis (voir ci-après) n'a jamais réussi à les compenser totalement. L'emploi total du secteur est ainsi passé de 37.200 en 1985 à 29.213 en 1988 et a donc été divisé par deux en l'espace de quelques trente ans.
- 14 Les pouvoirs publics nationaux ont dès lors créé des Investis, structures d'investissement mixtes associant pouvoirs publics et groupes privés en vue de la reconversion ou le développement des régions concernées. Ainsi sont notamment nés en Wallonie Boëlinvest en 1983, puis, par après, Sambrinvest (Charleroi) et Meusinvest (Liège) centrés sur la reconversion des deux bassins sidérurgiques. Cf. B. BAYENET, « Les investis wallons », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1540-1541, 1996.
- 15 Cf. E. LENTZEN et E. ARCQ, « Les secteurs nationaux », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 938, 1981.
- 16 Entre fin 1989 et fin 1997, le volume de l'emploi chez CS est passé de 13.819 personnes occupées à 9.166 et le Plan « Horizon 2000 » (élaboré en 1997) prévoyait, à cette échéance, une perte supplémentaire de 2.135 emplois.
- 17 Sur l'évolution des Forges de Clabecq et le conflit social, cf. M. CAPRON, « Les Forges de Clabecq. Chronique d'une survie fragile », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1529-1530, 1996 et M. CAPRON, « La reprise des Forges de Clabecq », *FEC-FOPES*, décembre 1997.
- 18 L'évolution de ces entreprises durant la période 1997-2002 est présentée in M. CAPRON, « La sidérurgie en Wallonie entre Usinor, Duferco et Arcelor », *Courrier hebdomadaire, CRISP*, n° 1786- 1787, 2003. Ce document comprend également un petit glossaire de terminologie sidérurgique.
- 19 Le 30 juin 1999, la SWS devient la Sogepa (Société wallonne de gestion et de participations) qui gèrera désormais les actifs sidérurgiques détenus par la Région wallonne.
- 20 En mars 1999, Usinor porte sa participation à 70%, la SWS gardant 25% plus une action, de quoi s'assurer une minorité de blocage.
- 21 L'analyse des groupes en présence, de leurs objectifs et des premières conséquences de la fusion pour la sidérurgie en Wallonie est présentée par M. CAPRON, « Newco ou la fusion Usinor-Arbed-Aceralia », in B. FUSULIER, J. VANDEWATTYNE, C. LOMBA (sld.), *Kaléidoscope d'une modernisation industrielle. Usinor-Cockerill Sambre-Arcelor, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain*, 2003, p. 193-213.
- 22 Ce fonctionnement implique l'arrêt de la phase à chaud de Clabecq où ne subsiste que le laminoir à chaud occupant quelque 500 travailleurs et qui sera modernisé.
- 23 Suite à deux échanges de titres successifs, sa participation est d'abord ramenée à 8% du capital d'Usinor puis réduite à 4,29% dans Arcelor.
- 24 Cette question sera débattue au sein du Comité d'entreprise européen d'Arcelor, organe d'information et de consultation constitué en mai 2002 en vue de développer le « dialogue social » entre direction et organisations syndicales du groupe.
- 25 Le haut fourneau 6 de Seraing sera mis à l'arrêt en avril 2005, puis remis en activité en février 2008 avant un nouvel arrêt en novembre 2008. Sa remise en activité avait fait l'objet d'un marchandage de la part d'ArcelorMittal pour l'obtention de quotas CO2 supplémentaires. Cf. B. DENIS, « La relance de la phase à chaud de la sidérurgie liégeoise », *La Revue Nouvelle*, mai-juin 2008, p. 11-14.
- 26 Mittal Steel est issu de la fusion, en 2004, du groupe indien Ispat et du holding britannique LNM Holdings contrôlés par la famille Mittal. Il est devenu le numéro un mondial après absorption du sidérurgiste américain International Steel Group en 2005.
- 27 Cf. F. GILAIN, « Mittal-Arcelor. Les dessous du bras de fer », Bruxelles, Jourdan Editeur, 2006.
- 28 A la mi-2010, AM n'occupe plus que 4.800 sidérurgistes, soit quelque 3.000 à Liège, 700 chez Carinox et 1.100 chez Industeel
- 29 Ne subsistent finalement qu' AM Liège (phases à chaud et à froid), Industeel, Aperam, les usines de Duferco-NLMK (Carsid, Clabecq, La Louvière, Jemappes et Manage), Thy-Marcinelle, les Laminoirs du Ruau, Segal (filiale de Tata Steel) et Ellwood Steel Belgium (filiale du groupe allemand Georgsmarienhütte).
- 30 C'est notamment le cas de l'ouvrage « Les sidérurgistes », abondamment illustré de photos d'époque, publié en 1985 (avec une réédition augmentée en 1989), aux Archives de Wallonie.